

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 06/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Abattoir Lannion - Tregor

Zone artisanale Beg Ar c'hra
22810 PLOUNEVEZ MOEDEC

Code AIOT : 0005521761

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement Abattoir Lannion - Tregor implanté zone artisanale Beg Ar c'hra 22810 PLOUNEVEZ MOEDEC. L'inspection a été annoncée le 21/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le programme stratégique de l'inspection prévoit que toutes les installations récemment autorisées fassent l'objet d'une visite de contrôle dite de récolement, dans l'année suivant sa mise en service. Cette visite programmée, s'inscrit dans ce cadre. Elle est la première inspection sur site suite à la délivrance de l'arrêté préfectoral d'autorisation pour le nouvel outil d'abattage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Abattoir Lannion - Tregor
- Zone artisanale Beg Ar c'hra - 22810 - PLOUNEVEZ-MOEDEC
- Code AIOT : 0005521761
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'abattoir communautaire du Trégor est spécialisé dans l'abattage d'animaux multi-espèces (bovins, porcins, équins, ovins-caprins, cervidés et ratites). Ce nouvel outil de proximité, implanté sur la zone d'activités de Beg ar C'hra à Plounevez-Moëdec, a été construit pour remplacer l'ancien abattoir situé en centre ville de Lannion. Il est géré par Lannion-Trégor Communauté qui souhaite accompagner les filières locales en favorisant les circuits courts.

Au titre des ICPE, les activités du site sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 24/12/2019, modifié par l'arrêté préfectoral du 02 juin 2020. L'activité d'abattage principale est classée au titre de la rubrique n°2210 (exploitation d'abattoir) sous le régime de l'autorisation. Les activités de préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale et de dépôt de peaux sont quant à elles classées respectivement au titre des rubriques n°2221 et n°2355 sous le régime de la déclaration.

Les capacités de production autorisées sont:

- pour l'activité d'abattage: 13 t/ jour soit 1800 t/an;
- pour l'activité de découpe, préparation des viandes: 2 t/jour soit 300 t/an;
- pour le dépôt de peaux salées en annexe de l'abattoir: la capacité de stockage est de 35 t.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- **récolement suite à la mise en service de l'abattoir en 2021 (inspection par sondage des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation).**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Situation administrative	Décret du 22/10/2018, article 4	/	Sans objet
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 2.3.1 et 2.3.2	/	Sans objet
6	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.2.1	/	Sans objet
9	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.3.2	/	Sans objet
12	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.4.12	/	Sans objet
13	Substances et produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 6.1.1 et 8.1.2	/	Sans objet
14	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.1.3	/	Sans objet
15	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.1.4	/	Sans objet
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.2.4.2	/	Sans objet
19	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.4.1	/	Sans objet
20	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.4.2.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
22	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 9.4.1 et 9.4.2	/	Sans objet
23	Contrôle de la liste des appareils à pressions	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I et 6.III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/06/2020, article 1.2	/	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 3.1.3	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 3.1.4	/	Sans objet
7	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.2.2	/	Sans objet
8	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.2.3	/	Sans objet
10	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.4.3	/	Sans objet
11	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 02/06/2022, article 3	/	Sans objet
16	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.2.2	/	Sans objet
17	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
21	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 9.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'abattoir a été implanté et construit de manière conforme aux engagements du dossier.

Selon l'exploitant, ce nouvel outil d'abattage ne fonctionne pas à plein régime. Les capacités de productions sont respectées.

Le site et ses abords sont correctement aménagés et entretenus.

La station de pré-traitement est en bon état de fonctionnement. Les valeurs limites d'émissions des eaux résiduelles sont respectées.

Plusieurs points de non-conformité demandent une attention particulière et des mesures correctives de la part de l'exploitant:

- la gestion et les modalités de stockage des produits chimiques (capacité de rétention, organisation du stockage, identification, inventaire, procédure de vérification, ...);
- le respect du niveau de consommation d'eau / kg de carcasses autorisé;
- l'inventaire des équipements sous-pression et des fluides frigorigènes détenus sur le site;
- le suivi analytique des eaux pluviales;
- la réalisation et la transmission des bilans périodiques présentés dans l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2020, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations classées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 1.2. de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019 sont modifiées comme suit : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau. - Rubrique n°2210-1 : Abattage d'animaux Capacité autorisée : 13 t/jour soit 1800 t/an Régime : A - Rubrique n°2221 : Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc. Capacité autorisée : 2 t/jour soit 300 t/an Régime : DC - Rubrique n°2355 : Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. Capacité autorisée : 35 t Régime : D
Constats : Les volumes d'abattage (en kg de carcasses) communiqués par l'exploitant sur la période de janvier à septembre 2022 étaient de 473 130 kg, avec une perspective pour fin d'année évaluée à 676 500 kg environ. Les capacités d'abattages journalières et annuelles sont respectées. D'après l'exploitant, les capacités de production sont en diminution et ne correspondent pas aux objectifs de volumes de productions annuels autorisés fixés.
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection: - les volumes de produits découpés et traités sur l'année 2022 au regard de la rubrique n°2221; - le volume de peaux stockés au regard de la rubrique n°2355.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement à la rubrique ICPE n°1185
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.
Constats : Plusieurs équipements frigorifiques fonctionnant aux fluides frigorigènes fluorés sont détenus sur le site. L'exploitant n'était pas en mesure de présenter un inventaire des différents équipements, avec la nature, la quantité et le pouvoir de réchauffement global (PRG) des fluides utilisés.
Observations : L'exploitant devra transmettre au service d'inspection: - l'inventaire comprenant la nature, la quantité et le PRG des fluides utilisés dans l'installation; - en fonction de la quantité totale de fluide par équipement détenu dans l'installation, se positionner au regard de la rubrique n°1185 de la nomenclature des ICPE; - s'assurer de la vérification des contrôles d'étanchéités périodiques des équipements dont la charge en HCFC est supérieure de 2 kg, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 en application de l'article R.543-79 du code de l'environnement; - les deux derniers contrôles périodiques réalisés sur les groupes TRANE circuit 1 et circuit 2, par un opérateur attesté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 2.3.1 et 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté – esthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2.3.1. - Propreté L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin. Article 2.3.2. - Esthétique Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).
Constats : Les installations contrôlées étaient propres et en bon état d'entretien. Les abords de l'abattoir, de ses annexes et de la station de pré-traitement sont correctement aménagés et maintenus en bon état de propreté (absence de friches, de revêtements dégradés). Point non-conforme: un espace fumeur extérieur équipé d'une table en bois, est placé dans un endroit inapproprié à proximité des locaux chaufferie et de production d'air comprimé (affichage sur les portes de ces locaux de l'interdiction de fumer).
Observations : L'exploitant devra déplacer l'espace fumeur dans un endroit approprié et protégé, pour éviter les risques d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage, de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.
Constats : Le jour du contrôle, il n'a pas été perçu de sources d'odeurs anormales provenant de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Voies de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ; les surfaces où cela est possible sont engazonnées ; des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.
Constats : Le jour du contrôle, il a été constaté: - l'aménagement conforme et le bon état de propreté et d'entretien des voies de circulation et des aires de stationnement des véhicules; - des abords de l'installation engazonnés et en bon état d'entretien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Origine de la ressource : Réseau public AEP- Prélèvement maximal annuel (m³/an) : 11000- Débit maximal journalier (m³/j) : 100 Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus d'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. L'exploitant met en œuvre un plan de réduction de consommation d'eau visant un objectif de 5 litres d'eau consommée par kilogramme de carcasse dans les deux ans suivants la mise en exploitation du site.
Constats : La consommation d'eau évaluée et communiquée par l'exploitant de janvier à septembre 2022 était de 4605,2 m3. La consommation annuelle pour 2022 est estimée à environ 6000 m3. Le ratio d'eau par kg de carcasse communiqué par l'exploitant est estimé à 8,80. Ce niveau de consommation n'est pas conforme aux prescriptions réglementaires.
Observations : L'exploitant devra s'assurer du respect du niveau maximum de consommation lié aux opérations d'abattage et présenter à l'inspection les mesures prises pour atteindre ce ratio.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des eaux d'alimentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.
Constats : Les installations et réseaux sont équipés de disconnecteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions en cas de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable. Il doit en outre, mettre en œuvre, les mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée lorsque, dans la zone d'alerte où il est implanté, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.
Constats : Dans le contexte de la période de sécheresse, l'exploitant a mis en œuvre et prévu les actions suivantes: - installation d'une cuve de récupération d'eaux de pluies de 30 m3 et raccordement du karcher sur réseau externe pour le nettoyage des quais, de la bouverie (réduction de la consommation AEP estimée à 30 m3 / semaine); - optimisation des prestations de nettoyage et limitation de l'intervention dans la zone abattage, du prestataire externe le vendredi après-midi en l'absence d'activité d'abattage (réduction de la consommation AEP estimée à 9m3 / semaine); - arrêt de la préparation des panses/feuillet/caillette de bovin en triperie depuis le 01/08/2022 (réduction des consommations AEP estimée à 15 m3/semaine).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;<ul style="list-style-type: none">• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);• les secteurs collectés et les réseaux associés;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a transmis à posteriori de l'inspection le plan de réseau des eaux pluviales et des eaux usées. Ce plan des réseaux ne fait pas apparaître l'ensemble des éléments prescrits ci-dessus.
Observations : L'exploitant devra compléter le plan des réseaux des eaux pluviales et usées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La conception et la performance des installations de pré-traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).
Constats : L'installation de pré-traitement observée le jour du contrôle était fonctionnelle. Les équipements vérifiés étaient en bon état d'entretien. La surveillance de l'installation est assurée par une personne responsable désignée. Les caractéristiques de l'installation ont été présentées et comprennent: - un dégrillage à mailles de 6 mm; - un débourbeur avec un poste de relevage; - un tamis rotatif alimenté en eau chaude; - deux bassins tampons de 20 m3 non couvert, équipés d'hydroéjecteurs; - des flotteurs pour le dégraisseur et la séparation de phases; - un local "pré-traitement" pour le pilotage de l'installation, le stockage de polymère. - une benne de stockage des boues de 20 m3, couverte d'une bâche et implantée de manière permanente sur une aire bétonnée. D'après l'exploitant les boues sont collectées par l'ETA Goasdoué et transférées vers une unité de méthanisation, la SARL TREGOR BIOGAZ. La protection des deux bassins tampons de 20 m3 pour améliorer la sécurité (risque de chutes de personnes et d'animaux divaguants) a fait l'objet de discussion en interne selon le responsable d'exploitation. Il conviendra de sécuriser ces installations afin de maîtriser les risques de chutes et d'anticiper d'éventuels dysfonctionnements de la station.
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection: - les conventions pour la collecte et le traitement des boues de station (par l'ETA Goasdoué et la Sarl Trégor Biogaz), précisant notamment les conditions techniques et de traçabilité; - les deux derniers documents de traçabilité pour l'enlèvement des boues de la station de pré-traitement; - les deux derniers documents de traçabilité pour l'enlèvement des matières stercoraires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article3 : Rejet dans la station d'épuration collective Les dispositions de l'article 4.4.9.1 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019 sont modifiées comme suit : - Volume : 45 m ³ /j - Débit de pointe : 8 m ³ /h - DCO : 4000 mg/l – 120 kg/j - DBO5 : 2000 mg/l – 60 kg/j - MES : 1500 mg/l – 45 kg/j - NTK : 400 mg/l – 15 kg/j - Pt : 60 mg/l – 2 kg/j
Constats : Les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral pour la période de janvier à octobre 2022 (cf. restitution de l'application GIDAF en annexe).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 4.4.12
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux exclusivement pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : T°C : 30°C PH : 5,5-8,5 DCO (mg/l) : 125 MES (mg/l) : 35 HAP (mg/l) : 10
Constats : Absence de résultats de l'autosurveillance des eaux pluviales renseignés dans la base de données GIDAF, pour les années 2021 et 2022.
Observations : L'exploitant devra: - confirmer à l'inspection la réalisation d'une surveillance annuelle des eaux pluviales; - renseigner l'application GIDAF des résultats de cet autosurveillance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Substances et produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 6.1.1 et 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Identification et stockage des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 6.1.1: L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site. Article 8.1.2: L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'inventaire, l'état des stocks des substances et produits dangereux et le plan général des stockages n'ont pas pu être présentés à l'inspection. Le jour du contrôle, il a été constaté la présence de 6 bouteilles de gaz de grand format stockées le long de l'abattoir (entre le local chaufferie et la fumière). Cet endroit est inapproprié et non sécurisé. Selon l'exploitant des devis sont en cours pour entreposer ces bouteilles de gaz dans une grille adapté et sur une aire bétonnée.
Observations : L'exploitant devra: <ul style="list-style-type: none">- transmettre à l'inspection l'inventaire des stocks des substances et produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, avec la nature, l'état physique, la quantité, l'emplacement;- fournir un plan de localisation du stockage des produits et substances dangereuses;- tenir à disposition de l'inspection , l'ensemble des fiches de données et de sécurité des substances chimiques;- entreposer les bouteilles de gaz de façon sécurisé, transmettre les devis réalisés et un échéancier de travaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Encombrement- propreté de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Le jour du contrôle, il a été constaté: - la présence de bottes dans le local chaufferie, stockées au sol, dans un endroit inapproprié et ne facilitant pas les opérations de nettoyage; - la présence de divers matériaux non correctement rangés dans le local de production air comprimé, ne facilitant pas les opérations de nettoyage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.
Constats : Le site de abattoir est clôturé. Un affichage indique à l'entrée du site la présence d'un dispositif de caméras de surveillance. Or, l'exploitant a indiqué à l'inspection que celui n'était pas encore installé. Le portillon d'accès aux opérateurs du site et aux intervenants extérieurs était maintenu ouvert en présence de personnels. L'accès au bétailière est fermé par une barrière à fermeture automatique.
Observations : L'exploitant devra s'assurer de l'installation des caméras de surveillance, comme indiqué à l'entrée du site et de l'interdiction d'accès à toute personne non autorisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des services de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8.2.2.1- Accessibilité : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Article 8.2.2.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 3 mètres ;- la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; <ul style="list-style-type: none">- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation [ou aux voies échelles](à conserver uniquement si la voie échelle est demandée et la voie engin) ; En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.
Constats : L'installation dispose des accès et voiries correctement aménagés, permettant la circulation des engins de services et de secours sur le périmètre du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à posteriori de l'inspection, le rapport de contrôle du dispositif de désenfumage réalisé par le prestataire ASI, le 07/10/2022. Ce rapport souligne la conformité à la réglementation en vigueur.
Observations : En compléments, l'inspection souhaite obtenir les éléments suivants: <ul style="list-style-type: none">- la confirmation de la commande automatique et manuelle;- la surface utile d'ouverture des exutoires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'installation dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- barrières techniques décrites dans le dossier notamment isolement coupe-feu REI120 des blocs locaux techniques/bâtiment administratif/bouverie ;- au moins 2 bornes incendie accessibles, dédiées à la zone d'activité, de débit unitaire de 60 m³/h détection incendie sur alarme avec report sonore et visuel.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté: <ul style="list-style-type: none">- la présence de plusieurs extincteurs positionnés à l'intérieur et à l'extérieur du site, en bon état, repérés et facilement accessibles;- la présence de 3 bornes incendies accessibles à proximité de l'enceinte du site. L'exploitant a transmis à posteriori de l'inspection, le compte rendu de la visite de maintenance des dispositions d'alarme du 07/10/2022 réalisée par ASI (rapport n°S023726). Le compte rendu fait état d'équipements en bon état de fonctionnement. Le dossier d'autorisation modifié en mars 2020, précise que: <ul style="list-style-type: none">- "...les locaux à risques incendie de l'Abattoir de Lannion Trégor seront munis d'une détection incendie: locaux techniques".- "Seront coupe-feu REI120 (murs et portes) les uns envers les autres: les blocs locaux techniques et la bouverie." L'exploitant n'était pas en mesure de confirmer à l'inspection, les dispositions constructives et le degré coupe-feu des structures.
Observations : L'exploitant devra: <ul style="list-style-type: none">- confirmer la simultanéité des débits d'eau des bornes incendie;- justifier que les locaux techniques sont équipés de détection incendie;- démontrer et justifier que les murs et portes des blocs locaux techniques et bouverie sont de caractère coupe-feu REI120.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a été questionné le jour du contrôle sur les modalités de gestion des vannes du bassin de confinement. Il n'existe pas de consignes formalisées sur la gestion des dispositifs de rétention (vérifications, d'entretien et de vidanges).
Observations : L'exploitant devra rédiger et transmettre à l'inspection les consignes écrites relatives à la gestion des dispositifs de rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 8.4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. [...] A cet effet, un bassin de rétention d'une capacité minimale de 340 m ³ équipé de vannes d'obturation est réalisé. [...]
Constats : Le jour du contrôle il a été constaté: <ul style="list-style-type: none">- l'absence de rétention sur des bidons entreposés dans le local de lavage des camions frigos;- la présence d'un bâtiment modulaire de type "bungalow" contenant plusieurs bidons de produits chimiques et substances dangereuses. Le sol de ce local dispose d'une rétention. Cependant, il est difficile d'apprécier la capacité de rétention en fonction du volumes de produits stockés et l'étanchéité de cette rétention.- le local n'est pas sécurisé et fermé à clef;- les zones de stockage des acides et bases ne sont pas clairement identifiées et les bidons rangés en fonction de leurs natures (risques de mélanges incompatibles) ;- l'absence d'équipements de protection à proximité immédiate du local;- l'absence de laveurs oculaires et de douche d'urgence fonctionnels à proximité immédiate du local. Le bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées de 300 m3 a été réalisé.
Observations : L'exploitant devra: <ul style="list-style-type: none">- placer sur rétention l'ensemble des produits et substances dangereuses stockés sur le site;- évaluer le capacité de rétention du local produits chimiques (bungalow) au regard des quantités de produits stockés et s'assurer de son étanchéité;- s'assurer des rétentions spécifiques en fonction de la nature des produits (acides/bases);- organiser le rangement des produits chimiques en fonction de leur classification et éviter les produits incompatibles, inflammables entre-eux ou avec les matériaux présents (séparation des acides et bases);- mettre en place un classement rigoureux et connus (affichage d'un plan des stockages, des cryptogrammes de dangers,...);- sécuriser le local par un dispositif fermant à clef et signaler clairement ce local sur le plan du site et des zones à risques;- mettre à disposition des personnes formées à l'utilisation des produits, des équipements de protection individuels;- mettre en place un laveur oculaire et une douche d'urgence à proximité immédiate du local;- mettre à disposition des opérateurs et à proximité immédiate du local, les fiches de données de sécurité de chaque produits chimiques entreposés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.
Constats : Des mesures du niveau sonore des installations ont été réalisées par l'APAVE, les 20 et 21 avril 2021 dans des conditions habituelles d'exploitation. Le rapport d'essai n°22167455 du 02/05/2022 a été transmis à posteriori de l'inspection. Les mesures de niveaux sonores effectuées dans l'environnement sont conformes en période réglementaire de jour et de nuit (situation sonore dans les zones à émergence réglementée, en limite de l'installation et pour le bruit à tonalité marquée).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 9.4.1 et 9.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 9.4.1 : Bilan environnement annuel (déclaration GERE) L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente : <ul style="list-style-type: none">- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées. Article 9.4.2 : Rapport annuel Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au 2.7) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.
Constats : Absence de bilan annuel transmis à l'inspection et d'enregistrement de déclarations dans la base de données GERE.
Observations : L'exploitant devra: <ul style="list-style-type: none">- accéder à GERE via son portail MonAIOT et demander les droits d'utilisateurs pour ce site, par une adresse électronique nominative (déclarants, gestionnaires);- transmettre annuellement, au service d'inspection, une déclaration unique de l'ensemble des émissions polluantes et des déchets en provenance de ses installations via le site Internet sécurisé GERE (avant le 31 mars de l'année N+1).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Contrôle de la liste des appareils à pressions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I et 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - Article 6.I.- L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. [...] - Article 6.III: L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Plusieurs équipements sous pression (ESP) sont présents dans l'installation. L'exploitant n'était pas en mesure de présenter le jour du contrôle, l'inventaire des ESP détenus sur le site.
Observations : L'exploitant devra: - s'assurer pour chaque ESP, de la présence d'un dossier d'exploitation conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel; - transmettre à l'inspection des installations un inventaire précis des équipements sous-pression fixes et tuyauteries soumis à l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Cet inventaire comprendra pour chaque équipement: - la référence de l'équipement; - le n° de construction et le constructeur; - le type d'ESP (chaudière, réservoir, tuyauterie, ...); - l'année de l'équipement; - la puissance (PS en bar); - le volume (en litre) ou le DN (diamètre nominale); - le produit PS X V ou PSx DN; - le régime de fabrication; - le régime de surveillance, - soumis à Déclaration de Mise en Service (DMS) / Contrôle de Mise en Service (CMS); - dernière inspection périodique et dernière requalification périodique; - prochaine inspection périodique et dernière requalification périodique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet